Mandats du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires; de la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme

REFERENCE:
UA BDI 1/2017

1 février 2017

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires; de Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires; de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression; de Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association; et de Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, conformément aux résolutions 27/1, 26/12, 25/2, 32/32 et 25/18 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant des allégations relatives aux mesures de suspension provisoires et de radiation de la liste des ONG autorisées à travailler au Burundi de plusieurs organisations de la société civile burundaise, en particulier, la radiation définitive de la Ligue burundaise des droits de l'homme, ITEKA, organisation membre de la FIDH. Nous souhaiterions par là même attirer l'attention de votre Gouvernement sur les allégations de menaces de mort et d'actes de disparition forcée de plusieurs défenseurs des droits de l'homme.

La Ligue ITEKA a été créée en 1991 à l'initiative d'un groupe de cadres issus de diverses catégories socioprofessionnelles, dont des professeurs d'universités, des juristes et des religieux. Elle a été agréée officiellement par l'ordonnance N° 550/029 du 6 février 1991, devenant ainsi la première organisation burundaise de défense des droits de l'homme à avoir été légalement reconnue et à œuvrer ouvertement au Burundi.

Deux lettres urgentes ont été adressées au Gouvernement de votre Excellence respectivement, le 29 janvier 2016¹, par le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, puis le 18 février 2016, BDI 3/2016, référence A/HRC/32/53, suite aux allégations reçues concernant le cas de la disparition forcée de Mme Marie-Claudette Kwizera, défenseur des droits de l'homme. Mme Kwizera est comptable de la Ligue ITEKA. A ce jour, aucune réponse à ces communications n'a été reçue par les Procédures spéciales.

¹ A/HRC/WGEID/108/1, para 25

Selon les informations reçues :

Depuis le 24 octobre 2016, la Ligue ITEKA faisait l'objet d'une mesure de suspension provisoire pour « perturbation de l'ordre et de la sûreté de l'Etat » aux côtés de quatre autres organisations: SOS-Torture/Burundi, qui collabore sur le terrain avec l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), la Coalition de la société civile pour le monitoring électoral (COSOME), la Coalition burundaise pour la CPI (CB-CPI) et l'Union burundaise des journalistes (UBJ). Selon le décret, les activités des organisations (y compris la Ligue ITEKA) n'étaient pas « conformes aux objectifs fixés dans leur constitution, mais plutôt de nature à perturber la sécurité et l'ordre de l'État ».

Au même moment, cinq autres organisations avaient fait l'objet d'une radiation définitive : le Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC), le Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), l'Action chrétienne pour l'abolition de la torture (ACAT), l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH) et le Réseau des citoyens probes (RCP). Les dirigeants de ces organisations auraient été suspectés par les autorités de mener une campagne contre le troisième mandat du Président Nkurunziza.

Le 15 novembre 2016, un rapport conjoint Ligue ITEKA-FIDH dénonçant les violations massives des droits humains recensées dans le pays depuis le début de la crise en avril 2015, intitulé « Burundi : Répression aux dynamiques génocidaires » a été publié. Une campagne de sensibilisation de l'opinion publique sur la crise et le risque de génocide au Burundi a également été lancée en parallèle avec la FIDH.

Au cours du mois de décembre 2016, la Ligue ITEKA a par ailleurs publié plusieurs rapports d'enquête sur la poursuite de crimes graves dans le pays, notamment les exécutions extrajudiciaires, les enlèvements, disparitions forcées, tortures, viols et détentions massives, mettant en cause la responsabilité des autorités au plus haut niveau de l'État.

Selon un décret ministériel signé le 21 décembre 2016 par le ministre de l'Intérieur et du développement patriotique, la Ligue ITEKA est "définitivement exclue de la liste des associations non gouvernementales au Burundi". Le ministre a accusé l'organisation d'être « un récidiviste à ternir l'image de marque du pays et de semer la haine et la division parmi la population burundaise ».

Les 23 et 28 décembre 2016, l'Assemblée nationale a adopté deux projets de loi qui viseraient à encadrer étroitement l'action des ONG locales et internationales :

Le 23 décembre 2016, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi visant à contrôler les modalités de financement et les opérations des organisations internationales, pour «mettre fin à la confusion et au désordre» selon le ministre de l'Intérieur. Le 28 décembre 2016, l'Assemblée nationale a également adopté à l'unanimité un projet de loi visant à contrôler les modalités de financement et les opérations des organisations de la société civile au Burundi. Selon le ministre de l'Intérieur, ce dernier aidera à «mieux suivre et évaluer les activités des organisations de la société civile sur le terrain et l'origine du financement». Cette nouvelle législation obligerait les ONG locales à obtenir l'autorisation du ministre de l'Intérieur pour toute activité, à faire transiter les fonds d'origine étrangère par la Banque centrale, tandis que les ONG étrangères devront se conformer aux priorités définies par le Gouvernement.

Le 3 janvier 2017, les autorités burundaises ont annoncé leur décision de radier la Ligue ITEKA des droits de l'homme de la liste des ONG autorisées à travailler dans le pays à compter du 21 décembre 2016. Le ministre de l'Intérieur aurait déclaré que la ligue aurait « terni l'image du pays et cherché à diviser la communauté burundaise ».

Au-delà de ces mesures administratives qui viseraient les organisations de défense des droits de l'homme, une série de menaces contre les dirigeants et les membres de ces organisations se serait accrue au cours des deux dernières années. Beaucoup d'entre eux auraient été forcés de quitter le Burundi après avoir reçu des menaces de mort.

A ce jour, le sort et le lieu où se trouve l'ancienne trésorière de la Ligue ITEKA, Mme Marie Claudette Kwizera, disparue le 10 décembre 2015, restent inconnus.

De graves préoccupations sont exprimées quant au climat de répression visant les organisations de la société civile ainsi que les défenseurs des droits de l'homme au Burundi. Les mesures de suspension provisoires, et de radiation de plusieurs organisations au cours des derniers mois témoigneraient d'une politique volontariste instaurée par les autorités pour museler les droits à la liberté d'expression et d'association des organisations de la société civile dans le pays.

Par ailleurs, de très graves préoccupations sont exprimées quant aux menaces contre l'intégrité physique et morale de nombreux défenseurs des droits de l'homme. En particulier, nous réitérons nos inquiétudes quant aux allégations de disparition forcée de Mme Marie-Claudette Kwizera. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'allégation selon laquelle les forces de sécurité burundaises seraient impliquées dans cette disparition forcée et exprimons nos vives préoccupations quant au manque d'enquêtes sur les menaces, les attaques et les disparitions de nombreux défenseurs. Par

là même, nous exprimons nos inquiétudes sur le fait que l'absence d'enquêtes est un frein à la lutte contre l'impunité.

Enfin, nous exprimons notre vive inquiétude quant au contexte actuel dans le pays et l'insécurité réelle dans laquelle les défenseurs des droits de l'homme au Burundi doivent exercer leur travail légitime.

Sans vouloir à ce stade préjuger des faits qui nous ont été soumis, ces allégations, si elles sont avérées, seraient en contradiction avec les obligations internationales contractées par le Gouvernement de Votre Excellence, notamment par rapport à la protection du droit à la vie garanti par l'article 6(1) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), et l'article 4 de de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP).

Les allégations susmentionnées semblent également contrevenir aux obligations internationales du Burundi concernant les droits à la liberté d'expression, d'association, et de libre circulation, tels que garantis par les articles 12, 19 et 22 du PIDCP; et les articles 9, 10 et 12 de la CADHP.

Nous rappelons au Gouvernement de votre Excellence la Résolution 2005/38 de la Commission des Droits de l'Homme, qui a fait appel aux états à veiller à ce que les victimes de violations de ces droits disposent d'un recours efficace, à enquêter effectivement sur les menaces et les actes de violences, et à en traduire les auteurs en justice afin de lutter contre l'impunité.

Enfin, ces allégations semblent contrevenir à la responsabilité principale et au devoir de l'État de protéger, promouvoir et rendre effectifs tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, selon la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus du 8 mars 1999, en particulier ses articles 1, 2, 5, 6 et 12.

Finalement, sans vouloir préjuger les informations qui nous ont été transmises, nous attirons à nouveau l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur la Déclaration des Nations Unies sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées stipulant qu'aucun Etat ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées (article 2). Par ailleurs, il est rappelé au Gouvernement de votre Excellence qu'aucune circonstance quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse d'une menace de guerre, d'une guerre, d'instabilité politique intérieure ou de toute autre situation d'exception, ne peut être invoquée pour justifier des disparitions forcées (article 7).

Vous trouverez les textes complets relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme sur le site internet à l'adresse suivante www.ohchr.org. Nous sommes également en mesure de vous fournir ces textes sur demande.

Au vu de l'urgence du cas, nous saurions gré au Gouvernement de votre Excellence de nous fournir une réponse sur les démarches préliminaires entreprises afin de protéger les droits de la personne ci-dessus mentionnée.

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez nous transmettre toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez nous informer des résultats de l'enquête sur la disparition forcée de Mme Marie-Claudette Kwizera, et des mesures prises afin de retrouver sa trace.
3. Veuillez fournir des informations sur les allégations de mesures de suspension provisoire ainsi que de radiation des organisations susmentionnées et justifier en quoi ces mesures sont compatibles avec les articles 19 et 22 du PIDCP.
4. Veuillez fournir des informations sur les projets de loi adoptés par l'Assemblée nationale les 23 et 28 décembre 2016 et en quoi cette législation est conforme aux obligations internationales contractées par le Burundi, notamment au PIDCP et à la CADHP.
5. Veuillez fournir toute information, et éventuellement tout résultat des enquêtes menées, investigations judiciaires et autres mesures prises en relation aux allégations de menaces au droit à la vie et de disparition forcée dont seraient responsables des éléments des forces de défense et de sécurité burundaises et autre personnes agissant sous leur contrôle. Dans le cas où les auteurs de ces violations auraient pu être identifiés, veuillez fournir des informations sur les poursuites engagées, tels que les sanctions pénales, disciplinaires et/ou administratives.
6. Veuillez indiquer également les mesures qui ont été ou vont être prises pour veiller à ce que les défenseurs des droits de l'homme au Burundi puissent exercer leurs droits et travailler dans un environnement favorable où ils

peuvent mener leurs activités légitimes sans crainte de harcèlement, de répression ou de criminalisation de quelque nature que ce soit.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés de l'individu mentionné, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Nous avons l'intention, très prochainement, d'exprimer publiquement nos préoccupations car nous considérons que l'information reçue est suffisamment fiable pour signaler une question justifiant une attention immédiate. Nous estimons également que l'opinion publique se doit d'être informée des répercussions potentiellement occasionnées par les faits allégués. Le communiqué de presse indiquera que nous avons pris contact avec le Gouvernement de votre Excellence afin de clarifier le sujet en question.

Nous nous engageons à ce que la réponse du Gouvernement de votre Excellence soit reflétée dans le rapport qui sera remis au Conseil des droits de l'homme pour examen.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Houria Es-Slami

Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Agnes Callamard

Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires

David Kaye

Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Maina Kiai

Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association

Michel Forst

Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme